

Questions orales

Ce sont les mêmes individus qui fournissent du crack et de la cocaïne à nos enfants dans les cours d'école, qui se servent aujourd'hui du passeport canadien comme d'une carte de visite.

Quand le gouvernement a-t-il été mis au courant de cette terrible situation? Quels ministres étaient au fait? Pourquoi n'a-t-il rien fait pour y remédier?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député va beaucoup trop loin. Le Bureau des passeports était au courant des cas de passeports frauduleux dont il est question dans l'article et il les a signalés sans tarder à la GRC.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la ministre est d'avis que ce n'est pas un problème bien grave, mais, d'après l'article paru dans la *Gazette* de Montréal ce matin, la liste des individus qui ont frauduleusement obtenu un passeport se lit comme un répertoire du trafic international des stupéfiants.

Qui dirige le Bureau des passeports? Est-ce les trafiquants de drogue de Colombie? Quels ministres étaient au courant? Pourquoi n'a-t-on rien fait? Quand le premier ministre prendra-t-il son travail au sérieux pour une fois?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne répondrai pas comme je suis très tentée de le faire.

J'ai demandé qu'on me remette un rapport complet sur cette affaire parce que, comme je l'ai dit en réponse à sa première question, je prends cette chose très au sérieux. J'ai demandé à mon ministère de me remettre un rapport complet.

M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, le crime inquiète les Canadiens qui veulent que leurs villes et localités demeurent paisibles. Ils sont donc outrés, aujourd'hui, d'apprendre que les milieux du crime organisé du monde entier se servent de passeports canadiens délivrés par les Affaires extérieures pour mener leurs activités illicites. La ministre a d'ailleurs confirmé qu'une enquête était en cours à ce sujet.

Pourquoi ce gouvernement a-t-il toléré que le passeport canadien, ce symbole de notre fier pays, serve de carte de visite aux grands criminels de ce monde?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le ministère délivre 1,2 million de passeports chaque année. On en compte actuellement six millions en circulation. La sécu-

rité est la priorité numéro un lorsque nous émettons des passeports. Quatre-vingt-trois pour cent de ceux-ci sont délivrés personnellement à ceux qui en font la demande.

J'ai demandé un rapport complet au sujet de toutes les allégations faites. La situation demeure tout de même difficile.

M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, la ministre affirme que la sécurité est la responsabilité numéro un. . .

Mme McDougall: J'ai dit «priorité».

M. Wappel: Priorité, pardon. Ainsi que cela devrait être. Depuis 1989 que des rapports de la GRC tiennent la ministre ou son prédécesseur au courant de cette situation. Depuis deux bonnes années.

Pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour lancer une enquête? Pourquoi cette enquête a-t-elle lieu maintenant? Si l'enquête a débuté en 1989, comme elle aurait dû, pourquoi la situation persiste-t-elle?

M. le Président: Je dois demander au député de s'adresser à la présidence.

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai dit avoir appris que le Bureau des passeports avait été informé de certains de ces incidents et qu'il les avait immédiatement signalés à la GRC. J'ai bien dit «immédiatement». J'ai demandé un rapport complet sur la question. Permettez-moi également de faire remarquer que, d'après l'article paru dans *The Gazette*, ces incidents ne sont pas pratiquement courants.

* * *

• (1430)

LE MOYEN-ORIENT

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier personnellement le président du Conseil du Trésor d'avoir su saisir une occasion hier et de l'excellent travail qu'il a accompli. Je tiens à lui dire merci au nom du Nouveau Parti démocratique.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Hier et aujourd'hui, les médias parlent du danger très réel d'une reprise des hostilités au Moyen-Orient. Le fait que l'Irak persiste à ne pas vouloir laisser inspecter ses arsenaux nucléaires inquiète tout le monde.